



Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens

Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe, novembre 2014

Mardi 25 novembre, 2014, les membres du Cercle des Réseaux européens se sont réunis autour d'Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe. La discussion portait sur l'actualité institutionnelle et les priorités se dessinant pour la nouvelle Commission.

L'évolution des rapports de force

Avec le renouvellement institutionnel, Yves Bertoncini identifie deux évolutions dans les rapports de force au niveau européen : partisans et étatiques.

La tendance est à un rééquilibrage entre partis de droite et de gauche, que ce soit au Conseil, d'autant plus que de nombreux pays européens sont dirigés par une coalition de partis de gauche et de droite, et au Parlement, où les sociaux-démocrates et verts ont maintenu une présence équivalente là où les libéraux et conservateurs ont perdu des sièges.

La Commission est la seule exception à cette tendance : de l'équipe de Barroso, qui comprenant 20 commissaires de droite et 7 de gauche, l'équipe de Juncker passe à un rapport de 20 à 8. Les nominations par les Etats ralentissent l'évolution. Cependant, des postes importants ont été confiés à l'opposition, dont l'exemple le plus significatif est le social-démocrate Frans Timmermans, premier vice-président et également nommé par un gouvernement de droite. A ce titre, Notre Europe soutient l'idée d'accorder au Président de la Commission le choix de ses commissaires, plutôt que de se voir imposer des personnalités par les gouvernements des Etats membres, d'autant plus que les élections européennes lui procurent légitimité et qu'il possède déjà la capacité de révoquer les commissaires.

Les rapports de force étatiques sont favorables à l'Allemagne, grâce aux performances de son économie. L'Europe voit aussi la montée en influence des pays de l'Europe centrale et orientale, comme la Pologne aussi bien au Parlement, au sein des cabinets de Commissaires qu'au Conseil européen où Donald Tusk a remplacé Herman van Rompuy, ou des pays scandinaves, traditionnellement proches de positions de l'Allemagne. Cependant, cette influence ne se retrouve pas sur tous les sujets, comme les enjeux internationaux.

En revanche, Yves Bertoncini nuance la montée des tendances eurosceptiques et europhobes, qu'il distingue. Les premiers font preuve d'un scepticisme vis-à-vis de l'intégration européenne et de la portée de certaines politiques. Le parti allemand AfD en est un exemple : le mouvement se constitue au départ de juristes ou professeurs déçus par le non-respect des règles au niveau européen, plutôt que par l'Union en elle-même. Les deuxièmes sont également à prendre dans un contexte national : le résultat de 25% des voix du Front National aux élections européennes dépend autant de la vision traditionnellement tendue de l'Union européenne, que d'un contexte national. Le problème vient plutôt du traitement de l'information : les thèmes portés par les partis d'extrême droite se sont diffusés dans les discours des partis



Après des études de sciences politiques et d'intégration européenne, Yves Bertoncini travaille aussi bien auprès du gouvernement français, au ministère des affaires étrangères et au SGAE, que pour la Commission européenne. Il prend en 2011 la direction du think tank Notre Europe, créé par Jacques Delors. Ses articles portent sur les enjeux politiques, sociaux et économiques de l'Europe.

« traditionnels » comme l'UMP en France, et l'influence supposée des partis d'extrême droite est disproportionnée. Ainsi, ils n'arrivent dans le palmarès des trois plus grands partis dans sept pays européens.

Les priorités de la présidence de la Commission

Yves Bertinocini identifie trois priorités, à la fois attendues et souhaitées, pour la nouvelle Commission. Il appelle à une législature plus « extravertie », qui regarde au-delà des frontières de l'Europe, sur des sujets stratégiques comme la politique climatique. Sortir de la crise de la zone euro permettra de dégager du temps pour réfléchir à une stratégie pour les sujets internationaux.

La deuxième priorité est la sortie de la crise. Après plusieurs années d'ajustement douloureux, et bien que la conjoncture soit toujours mauvaise, les Etats disposent maintenant d'une plus grande marge de manœuvre.

La troisième priorité est l'intervention de l'Union européenne. La commission précédente a été perçue comme intrusive, dans des pays frappés par la crise comme la Grèce et l'Irlande. Il s'agit d'un défi pour le premier vice-président Frans Timmermans. L'Europe doit pouvoir répondre à la demande citoyenne sur certains sujets, où l'échelon européen est pertinent, tout en baissant son niveau d'intervention.

Les relations franco-allemandes

L'attitude du commissaire à l'économie numérique Günther Oettinger sur les déficits excessifs de certains Etats membres, en premier lieu la France, questionne la méthode de fonctionnement de la nouvelle Commission. Contrairement à ce qui avait été fait avec la commission Barroso, Jean-Claude Juncker a repris le schéma de « clusters » et souhaite augmenter le rôle de la collégialité. Cette volonté diffère de la sortie publique de Günther Oettinger ; elle appelle à mener les débats lors des réunions du collège, avant de défendre la position commune. Cependant, le chevauchement de portefeuilles doit être adressé pour clarifier les relations.

De manière plus large, cette sortie pose la question de l'évolution des relations entre l'Allemagne, la France, et l'Europe. Yves Bertinocini fait le lien entre les déclarations de Günther Oettinger et les « fuites » orchestrées en parallèle des déclarations de Mario Draghi, président de la BCE. Selon Yves Bertinocini, comme pour la BCE, l'Allemagne perd le contrôle.

Pour Yves Bertinocini, la France doit restaurer sa crédibilité. Si elle ne peut le faire au Parlement, elle peut encore le faire au Conseil. Le non-respect des règles budgétaires participe à la baisse de son influence en Europe. Son changement de stratégie, en minimisant les relations avec Angela Merkel pour des gouvernements de même ligne politique, comme l'Italie de Matteo Renzi, ou les dirigeants des sociaux-démocrates allemands, est une erreur. Enfin, la France doit assumer le marché unique et l'union douanière et monétaire pour pouvoir peser au niveau européen.

Les relations avec la Russie

Le débat a également porté sur la réponse de l'Union européenne vis-à-vis de la crise ukrainienne. Yves Bertinocini considère que les pays européens avaient initialement bien répondu, en négociant avec le gouvernement ukrainien un accord, porté par l'Allemagne, la France et la Pologne. En raison des sensibilités historiques et politiques, ces pays doivent être positionnés sur ce sujet : ils permettent de trouver un point d'équilibre au niveau européen. Cet accord n'a cependant pas tenu plus de vingt-quatre heures, et cette remise en cause n'a pas été adressée par les partis concernés.

Depuis, l'Union européenne s'est montrée inefficace face à la Russie, mais unie. L'inefficacité tient autant du point de départ, où la Russie de Poutine ne joue pas avec les mêmes armes et envoie des troupes, là où l'Union utilise des sanctions économiques. Cette crise a un effet sur les politiques internes de l'Union européenne : le retour à une réflexion sur l'indépendance énergétique. Le projet que devrait porter le vice-président à l'Union de l'énergie, Maros Sefcovic, n'est pas encore suffisamment clair, mais est primordial pour donner un sens à l'Union.